

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 27/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 Buzenval

Références : -

Code AIOT : 0006601577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le contexte de la perception d'odeurs désagréables et récurrentes touchant Salindres et les communes environnantes.

ATMO Occitanie est missionné pour évaluer la situation odorante de la zone et a mis en place un observatoire des odeurs déclaratif, via la plateforme de signalement ODO depuis 2021. La démarche s'appuie sur les riverains des communes de Salindres, Rousson, Saint Julien les rosiers et Saint Privat des vieux et sur les acteurs locaux. Des partenariats ont été noués avec la mairie de Salindres ainsi que 5 industriels (Axens, Solvay, Suez, Véolia eau et Iris).

L'objectif de la présente visite est de pouvoir caractériser des nuisances olfactives susceptibles d'être générées par les activités de l'entreprise AXENS. L'inspection a consisté en l'identification des impacts odorants potentiels, des mesures prises pour caractériser ces impacts et gérer les remontées de l'observatoire des odeurs qui pourraient être en lien avec les activités de l'usine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	VLE Eau	AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3	Sans objet
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3	Sans objet
4	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3	Sans objet
5	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant avait achevé la mise en place de son plan d'actions visant à retrouver la conformité en ce qui concerne la concentration en azote dans les rejets d'effluents liquides de sa station d'épuration. A ce titre, l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2023-47 du 16 novembre 2023 est levé.

En ce qui concerne les nuisances olfactives, l'inspection a pu constater que l'exploitant met en œuvre les bonnes pratiques d'identification, de prévention et de surveillance des odeurs. Ainsi les molécules odorantes et les sources associées sont identifiées. Une étude a été conduite pour les caractériser, notamment en concentration et intensité d'odeur. En cas de remontée issue du

réseau de signalement des odeurs mis en place sur la commune de Salindres, et pouvant être en lien avec les activités d'Axens, une recherche des causes est initiée. Le retour d'expérience de cet observatoire sur les dernières années montre que les remontées en lien potentiel avec les activités d'Axens sont faibles (environ 1 à 3 % des remontées correspondant principalement à des odeurs acide/piquant dans le dernier bilan disponible année 2023 établi par ATMO Occitanie).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : VLE Eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/11/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Respect APMD VLE Azote
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société AXENS, dont le siège social est 89, boulevard Franklin Roosevelt - BP 50802 - 92 508 RUEIL MALMAISON CEDEX, est mise en demeure, avant le 31 décembre 2024, de respecter les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019 susvisé pour ce qui concerne la valeur limite d'émission en concentration en azote total sur les effluents liquides rejetés en fournissant sous un délai de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 mois à compter de la notification du présent arrêté la présentation des mesures techniques qui seront mises en œuvre pour assurer la mise en conformité - 9 mois à compter de la notification du présent arrêté les justificatifs de commande des mesures à mettre en œuvre dans ce cadre.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des travaux visant à améliorer le traitement de l'azote sur sa station d'épuration par la mise en place de deux colonnes à charbons actifs positionnées en série après l'étape d'ozonation qui seule s'avérait insuffisante pour atteindre la valeur limite fixée en concentration. Ces opérations sont réalisées sur l'effluent entrant de la station d'épuration qui est fortement chargé en tensio-actifs qui doivent être réduits pour permettre un traitement efficace de la charge azotée sur la station biologique. Les charbons actifs permettent ainsi d'adsorber les molécules tensioactives de manière efficace. Le dispositif a été mis en service le 15 décembre 2024. La performance du traitement sur le tensio-actif donne un rendement d'abattage de 99 %.</p> <p>Les valeurs mesurées sur l'azote au mois de février en moyenne mensuelle montrent une concentration de 37 mg/L qui respecte donc la valeur limite fixée à 50 mg/L en moyenne mensuelle. Depuis le 19 janvier 2025, et jusqu'à la date de l'inspection, la valeur en concentration journalière d'azote n'a plus été dépassée.</p> <p>En parallèle l'exploitant a connecté au dispositif de traitement une purge chargée en azote qui ne l'était pas précédemment.</p> <p>La combinaison de ces actions conduit à une réduction significative du flux d'azote rejeté en sortie de station (passage d'environ 20 kg/j en moyenne en 2024 à environ 10 kg/j depuis le mois de mars 2025).</p> <p>L'exploitant prévoit en sus d'étudier la mise en place d'une catalyse de la réaction d'ozonation par ajout d'eau oxygénée. L'évaluation de l'intérêt de cette évolution est encore en cours, avec une décision attendue pour juin 2025.</p> <p>L'exploitant s'est donc mis en conformité par rapport à ce point l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2019. La mise en demeure du 16 novembre 2023 peut être considérée</p>

comme satisfaite et ainsi être levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit être vigilant dans le temps sur le bon fonctionnement de ce dispositif de prétraitement des molécules tensioactives contenues dans son effluent, notamment en ce qui concerne le suivi de la performance des charbons actifs et l'anticipation de leur saturation pour prévenir toute nouvelle dérive sur les rejets d'azote dans les effluents liquides.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des molécules odorantes et des sources d'odeurs
Prescription contrôlée :
Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles des d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique
Constats :
<p>À partir des états des stocks et des fiches de données sécurité, l'exploitant a fait ressortir 3 substances très odorantes : l'acide acétique, l'acide chlorhydrique et l'ammoniaque. Les acides acétique et chlorhydrique sont identifiés parmi la liste des substances très odorantes figurant dans l'avis ministériel du 9 novembre 2017 relatif à la mise en œuvre de l'instruction du Gouvernement du 12 août 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Ces substances sont identifiées dans le POI de l'établissement qui prévoit les dispositions permettant de réduire les émissions et mener les premiers prélèvements environnementaux en cas d'incident conduisant à la perte de confinement de ces substances sur le site.</p> <p>En dehors des situations incidentelles, les sources identifiées associées à l'ammoniaque sont les événements de réservoirs de stockage qui sont envoyés pour être traités sur l'oxydeur thermique. La cheminée de cet oxydeur constitue une première source.</p> <p>La source odorante relative à l'acide acétique est liée à l'autoclave utilisé sur l'atelier SPC dont les effluents gazeux sont traités sur une colonne d'abattage à l'eau qui peut être à l'origine d'émissions odorantes. L'odeur caractéristique de l'acide acétique peut ainsi être perçue à proximité de cette source au sein de la plateforme et de manière ponctuelle à l'extérieur jusqu'au niveau du parking. Les émissions moyennes de COV associées à cet émissaire sont d'environ 30 mg/m³, en deçà de la valeur limite d'émission fixée à 110 mg/m³. Néanmoins le fonctionnement de l'autoclave conduit à chaque campagne à l'émergence d'un pic d'émission ponctuel pour chaque campagne d'utilisation (3 campagnes par jour) au cours duquel des émissions odorantes peuvent apparaître de manière ponctuelle. Le renforcement du traitement de cet émissaire a fait l'objet d'une étude technico-économique en 2016 au titre de la réduction des émissions de COV, qui a conclu au caractère disproportionné d'engager un traitement complémentaire (courrier préfectoral du 12 février 2018).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des plaintes et des remontées d'information
--

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles des d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

Constats :

Axens participe au réseau d'odeur mis en place à Salindres par ATMO Occitanie (SignalAir/ODO) et reçoit des alertes lorsque des odeurs sont perçues en lien potentiel avec les activités d'Axens. En 2025, 2 alertes ont été reçues depuis le début de l'année. Lors de ces alertes l'exploitant engage une recherche des causes.

Sur celle du mois de février les installations étaient à l'arrêt au moment où la perception a été enregistrée.

Sur la seconde, au mois de mars, les installations pouvant être à l'origine d'odeur n'émettaient pas au moment de la perception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter sa méthode de recherche des causes en intégrant à son analyse les conditions météorologiques locales du moment où l'odeur a été perçue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des sources

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles des d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique

Constats :

Une étude odeur a été conduite en 2022 par la société Olentica, au cours de laquelle les concentrations d'odeur des 2 émissaires canalisés ont été mesurées (6600 UOe/m³ sur l'oxydeur thermique et 13 460 UOe/m³ au niveau de la cheminée de l'autoclave).

A l'occasion de cette étude, les odeurs d'ammoniac ont été uniquement perçues à proximité immédiate des chaînes de production et une très faible odeur d'acide acétique a été caractérisée sur la plateforme.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection une copie de l'étude odeur réalisée sur son site par Olentica en 2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Odeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2019, article 3.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des odeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles des d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure formalisée de gestion des odeurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre des dispositions de la directive IED, la meilleure technique disponible consiste à mettre en place un plan de gestion des odeurs qui permettrait à AXENS de formaliser les bonnes pratiques d'ores et déjà mises en place par l'exploitant pour gérer les nuisances olfactives qu'il a identifiées et caractérisées sur ses installations. Ce plan de gestion des odeurs s'appuie notamment sur les éléments suivants : un protocole de surveillance des odeurs ; un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence (traçabilité de la gestion des remontées s'appuyant sur une analyse de recherche des causes) ; un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à identifier la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou à estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et de réduction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>